

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant prolongation du congé de formation professionnelle rémunéré

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre IV de la partie législative ;

Vu le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement en congé de formation professionnelle rémunéré ;

Vu l'attestation fournie par l'intéressé[e] ;

Vu la demande de l'intéressé[e],

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est maintenu[e] en congé de formation professionnelle rémunéré à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.

Article 2 : L'intéressé[e] doit fournir une attestation de l'organisme de formation précisant qu'[il (elle)] a effectivement participé aux épreuves de rattrapage. En cas d'absence sans motif valable, l'intéressé[e] perd le bénéfice du congé et doit rembourser les indemnités servies. (*ATTESTATION PARTICIPATION ÉPREUVE DE RATTRAPAGE*)

OU

L'intéressé[e] doit fournir une attestation de présence effective aux épreuves écrites et orales. En cas d'absence sans motif valable, l'intéressé[e] perd le bénéfice du congé et doit rembourser les indemnités servies. (*ATTESTATION PARTICIPATION ÉPREUVES ÉCRITES ET ORALES*)

Article 3 : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]